

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Enjeux électoraux

On a pu lire çà et là qu'il ne servait à rien de voter cet automne, que les jeux étaient faits et les candidat-e-s déjà pratiquement réélu-e-s. Sans s'appesantir sur la qualité calamiteuse des sondages en Suisse, qui permet toujours des surprises le jour du vote, ce constat mérite d'être sérieusement nuancé.

Il ne faut pas oublier l'abstention tout d'abord, qui est le premier réservoir de voix pour les partis, et singulièrement pour les partis de gauche puisqu'elle concerne un électorat a priori plus sensible à leurs thèses (constitué de personnes à faibles revenus, notamment). Si l'on veut un jour que la gauche dépasse son seuil historique du tiers des voix aux élections fédérales (approché en 2003), c'est cet électorat qu'il faudra convaincre, non les éventuel-le-s déçu-e-s des autres partis.

Ensuite, les rapports de force actuels au parlement, et singulièrement au Conseil national, sont fragiles. L'addition des sièges de la gauche, du PDC et des Verts libéraux formait une majorité absolue dans la législature qui vient de s'achever, à une voix près. Une légère érosion de l'une ou l'autre de ces forces fera basculer la majorité en faveur de la droite dure, rassemblée autour de l'UDC et du PLR.

S'il n'y a pas beaucoup à attendre de cette alliance de circonstances entre la gauche et le centre-droit, surtout lorsqu'on connaît la position extrêmement conservatrice du PDC dans certains cantons, il n'en reste pas moins qu'elle peut constituer, sur certains sujets bien précis, une force de résistance aux démantèlements orchestrés par le reste de la droite depuis des années. C'est également vrai bien sûr pour l'élection du Conseil fédéral et l'accession possible d'un second UDC au gouvernement.

Qu'on le veuille ou non, il y aura donc bien quelques enjeux ce 18 octobre!

Réd.



Pascal Broulis et Pierre-Yves Maillard, prêts à défendre leur «feuille de route».

C'est la lutte fiscale

La guerre fiscale continue. Avant même l'adoption du cadre législatif fédéral, le Grand Conseil vaudois a adopté le 29 septembre 2015 la «feuille de route» du Conseil d'État, et ainsi une baisse de l'imposition des entreprises de 23 à 13,8%. Une campagne référendaire démarre. *Pages de Gauche* revient sur la journée organisée par la Coalition contre les cadeaux fiscaux aux entreprises et sur les politiques d'austérité menées dans le canton de Vaud ces dernières décennies.

Lire en pages 6 - 7

■ Santé

Après notre débat à La Chaux-de-Fonds, retour sur les vrais enjeux du dossier hospitalier.

Page 3

■ Justice

Extradition vers l'Allemagne d'un réfugié politique kurde: la Suisse complice?

Page 8

■ Idées

Usages politiques de la science: mais qui expertisera les expert-e-s?

Page 10

CHRONIQUE

Aylan, le petit garçon de Bodrum

Des milliers de migrant·e·s et de réfugié·e·s victimes de la guerre, beaucoup d'autres, des millions, de la pauvreté et des dérèglements climatiques, tou·te·s dans une détresse infinie, prennent le douloureux et dangereux chemin de l'exil, au péril de leur vie et de celle de leurs propres enfants, pour un peu de paix, de travail et de dignité.

La photo d'un garçonnet kurde de Syrie, mort noyé, son petit corps gisant sur une plage turque, nous rappelle cette tragédie et symbolise l'abomination suprême: la mort d'un enfant sacrifié sur l'autel du pouvoir, du fric, de l'avoir et du paraître, dans un monde d'une sauvagerie sans nom où règne une insoutenable et croissante inégalité.

D'autres photos, dans le passé, nous rappellent cette

violence fait à d'innombrables enfants: cette fillette vietnamienne, le corps brûlé par le napalm, hurlant de douleur. Ce petit garçon à bout de souffle, poussant son wagonnet dans une mine des Andes. Cette petite fille, quelque part en Afrique, prostrée, le regard éteint et le ventre gonflé par la faim. Ce garçon à la casquette dans le ghetto de Varsovie, les bras levés face à un soldat allemand l'arme au poing. Cette adolescente de Minamata, le visage et le corps ravagés par le mercure, blottie dans les bras de sa mère...

À QUI LA FAUTE?

Impossible de ne pas penser au système socio-économique et politique aberrant et mortifère qui gère notre planète. Aux méfaits des multinationales. Aux malversations bancaires.

Aux exigences de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce. Aux marchands de canons. Aux appareils d'État mafieux, corrompus et criminels. Aux intégrismes, aux attitudes de repli identitaire et nationaliste, et à toutes les formes de racisme et de xénophobie.

Quand donc ferons-nous preuve de solidarité et d'audace pour un monde vivable et viable, plus juste et plus humain?

Raymond Durous

SITE INTERNET

Ce mois-ci, vous pourrez lire sur notre site Internet la lettre ouverte de M. Dominique Sartori, directeur de l'hôpital du Jura bernois, à Mme Pauline de Vos Bolay à propos du débat sur l'hôpital de La Chaux-de-Fonds.

Vous y trouverez également le lien vers l'enregistrement vidéo du débat public sur le sujet organisé le 12 septembre dernier par *Pages de gauche*.

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuse·s): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Claude Grimm, Anne Hohenweg, Pascal Hohenweg, Line Rouyet, Alberto Velasco.

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:
Gabriel Sidler

Webmaster:
Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vulllioud (Cévu)

Relecture:
Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



La tour Roche à Bâle, la plus haute de Suisse

SANTÉ

Liquidation à La Chaux-de-Fonds

Le 16 septembre, à l'invitation de *Pages de gauche*, Pauline de Vos Bolay (présidente du conseil d'administration de l'Hôpital neuchâtelois), Théo Huguenin-Élie (conseiller communal socialiste de La Chaux-de-Fonds), Olivier Lebeau (député PLR au Grand Conseil) et Giovanni Spoletini (député PS) ont débattu à La Chaux-de-Fonds de l'avenir de son hôpital. Cet échange faisait suite à un entretien avec Jean-Emmanuel Lalive, médecin-chef à l'hôpital de La Chaux-de-Fonds, qui attaquait très durement la politique de l'Hôpital neuchâtelois (HNe) à l'égard de son hôpital, ce qui a provoqué une réponse de la présidente du Conseil d'administration (voir *Pages de gauche* n° 147). Le constat formulé par ce médecin ne se limitait pourtant pas à quelques qualificatifs adressés à cette dernière ou au Conseiller d'État en charge du dossier (le socialiste Laurent Kurth). La question centrale était celle d'une prétendue nécessité de la centralisation des soins aigus sur un seul site dans le canton de Neuchâtel. De cela, malheureusement, il n'a guère été question le 16 septembre.

UNE DISPARITION INNACCEPTABLE

L'impression désagréable qui est ressortie de ce débat est celle d'une sorte de séance de thérapie collective pour les habitant·e·s des Montagnes neuchâteloises, et singulièrement pour les ancien·ne·s et

actuel·le·s employé·e·s de l'hôpital de La Chaux-de-Fonds. Plusieurs anciens médecins ont notamment pris la parole pour redire leur tristesse de voir cet établissement naguère florissant être démantelé, affaibli, et laissé en ruine (au sens figuré comme au sens propre, puisque l'état actuel des bâtiments devient inquiétant). À ces témoignages, Pauline de Vos Bolay, qui participait pour la première fois à un débat public à La Chaux-de-Fonds, a répondu par des assurances de compréhension répétées, sans être très convaincante. Le problème qui se pose maintenant au Conseil d'administration, et sans doute aussi aux autorités cantonales, est de tenter de rendre acceptable la disparition d'un hôpital dans les Montagnes. Son remplacement, selon les derniers projets, par un centre de traitement et de réhabilitation (CTR), n'a sans doute été avancé que pour limiter provisoirement les oppositions. Or, si l'on souhaite maintenir un véritable service public hospitalier dans les Montagnes neuchâteloises, une telle disparition n'est pas acceptable.

REVENIR À LA RAISON

Quelles sont les prochaines étapes? Le Conseil d'État doit prendre position sur cette refonte du plan stratégique voté en 2013 d'ici le début de l'année 2016, alors que le Grand Conseil prendra sa décision l'été prochain, si le calendrier est tenu.

Après deux scrutins, en 2005 et en 2013, qui assuraient maintenir un site de soins aigus à La Chaux-de-Fonds mais ont en vérité à chaque fois affaibli les sites dits «périphériques» (comprendre: hors de la ville de Neuchâtel), quel nouveau marché de dupes pourra bien sortir de cette nouvelle réflexion? Le Conseil d'État reviendra-t-il à la raison en s'apercevant que, sur les plans politique, économique, social et, *last but not least*, sanitaire, la centralisation des soins aigus à Neuchâtel est *impossible*? Il est malheureusement permis d'en douter.

Antoine Chollet

Petit historique

Novembre 2004: Le projet d'Établissement hospitalier multisite (EHM) est accepté par le Grand Conseil.

Juin 2005: Les citoyen·ne·s neuchâtelois·es acceptent l'EHM à 74,7%.

Janvier 2008: Le Conseil d'État décide d'attribuer le «centre mère-enfant» à La Chaux-de-Fonds.

2008: Lancement de quatre initiatives populaires concernant les hôpitaux neuchâtelois.

Octobre 2009: États généraux de la santé, convoqués par la Conseillère d'État Gisèle Ory.

Mars 2013: Le Grand Conseil adopte le plan stratégique, qui attribue le «centre mère-enfant», l'orthopédie et la chirurgie ambulatoire à l'hôpital Pourtalès, et la chirurgie stationnaire à La Chaux-de-Fonds.

Novembre 2013: Le plan stratégique est accepté par les citoyen·ne·s à 63,2%. Le même jour, l'initiative «Pour une médecine de proximité» (la seule à ne pas avoir été retirée) est rejetée par 57,9% des votant·e·s.

Février 2015: Le Conseil d'État annonce que le plan stratégique voté en novembre 2013 ne pourra pas être mis en place.

Mars 2015: Le groupe privé Genolier, déjà propriétaire de l'hôpital de La Providence à Neuchâtel, rachète la clinique Montbrillant, à La Chaux-de-Fonds.

Juin 2015: Le collectif «Le Haut veut vivre» dépose son initiative pour le rétablissement d'une maternité dans les Montagnes, avec plus de 4600 signatures.

On trouvera une chronologie plus complète sur notre site Internet.



Débat à La Chaux-de-Fonds le 12 septembre (Photo: Pages de gauche)

COP 21

Impasse climatique

Le bal des négociations climatiques est désormais aussi bien réglé que celui du Nouvel An à Vienne. Chaque année, la Conférence des parties du protocole de Kyoto (COP) prend place dans une autre ville et donne à voir un même spectacle: grandes attentes, promesses démesurées de sauver la Planète... Et puis, après un marathon de négociation, les «grands pays» (UE, Chine, États-Unis) se réunissent dans une salle pour annoncer qu'un accord a été trouvé: chacun réduira de manière volontaire ses émissions, sans contraintes et sans grands contrôles. À l'extérieur, une «société civile» composée de professionnel-le-s de la protestation et appuyée par des supplétifs locaux dénoncent les engagements non tenus, le manque de volonté des grands États et soulignent la misère des victimes du réchauffement climatique... Pendant ce temps l'industrie pétrolière et automobile continue de se frotter les mains: les énergies non renouvelables restent marginales, et de nouvelles formes d'exploit-

tation de plus en plus extrême de l'énergie se développent à grande vitesse.

Faut-il attendre un changement radical d'orientation à Paris en décembre prochain? Non, évidemment. Le gouvernement français a été en dessous de tout pour la préparation de ces négociations, multipliant les messages contradictoires et n'arrivant pas à faire autre chose que défendre sa criminelle industrie nucléaire et promouvoir le transport par route au détriment du rail. Les États-Unis et la Chine ont annoncé, il y a déjà six mois, qu'ils refuseraient un accord contraignant, s'entendant sur des mesures volontaires d'efficacité énergétique et de réduction de leurs émissions à des niveaux qui sont infiniment supérieurs à toute limite permettant d'éviter un basculement dangereux du système climatique.

PERTE DE TEMPS

À vrai dire, on voit mal ce qui pourrait sortir de la poursuite de ces négociations internationales dans une économie

mondiale qui reste capitaliste. Au mieux, les mouvements progressistes peuvent appuyer les demandes de pays du Sud d'obtenir des financements de compensation au titre de mesures d'adaptation au changement climatique (ou peut-être même à celui des dites «pertes et dommages»). Mais un accord visant à une limitation contraignante des émissions au niveau international apparaît de plus en plus comme une perte de temps.

C'est bien au niveau national que doivent se concentrer les forces socialistes, écologistes, syndicales, qui cherchent à lutter pour des conditions de vie acceptables. Le contrôle public sur la production énergétique ainsi que sur les systèmes de transport, qui passe dans certains pays par une remunicipalisation (comme en Allemagne) ou une renationalisation (comme le propose désormais le parti travailliste au Royaume-Uni), est le meilleur premier pas que nous puissions faire dans cette direction.

Romain Felli

GRANDE-BRETAGNE

Le vrai Labour a gagné

Jeremy Corbyn a donc remporté la primaire du Labour en Angleterre. Opposé à des candidat-e-s au profil très centriste, Corbyn a fait une campagne qui le représente. Il ne s'est pas positionné selon les sondages, mais il a fait simplement défendu une politique de gauches: redistribution des richesses et augmentation des investissements dans les écoles, les transports, la santé et le logement. Il ne s'est également que peu préoccupé de son image, notamment dans les hégémoniques médias de droite anglais. Cela explique aussi qu'environ 20% des électrices-eurs qui se sont inscrits pour 3£ pour voter à la primaire n'avaient aucun lien antérieur avec le Labour.

Cet été 2015 restera dans les mémoires comme un moment très particulier, un moment où s'est passé quelque chose d'inexplicable et d'inattendu qui a transformé en trois mois un parti plus que centenaire. C'est bien évidemment une excellente nouvelle pour le Labour, l'Angleterre et la gauche européenne. Mais que représente Jeremy Corbyn? Il représente certainement le «*Proper Labour*», loin des *focus group*, *spin doctors*, et autres accointances avec l'*establishment*. C'est pourquoi, à peine élu, une partie des député-e-s travaillistes tendance New Labour, ainsi que Tony Blair lui-même ont commencé à déstabiliser Je-

remy Corbyn et sa nouvelle équipe.

Jeremy Corbyn n'est pas l'homme providentiel que malheureusement la gauche européenne se perd à chercher (après Pablo Iglesias ou Alexis Tsipras). Le sexagénaire, député d'Islington depuis 30 ans (une circonscription très populaire de Londres, très différente de la rurale Witney de Cameron) a su fédérer autour d'un projet collectif. L'élection de Corbyn devrait permettre l'émergence d'un Labour, reconnecté avec les syndicats et ses militant-e-s, véritablement opposé à la politique réactionnaire du parti conservateur et porteur d'une réelle alternative.

Mathieu Gasparini

SÉNÉGAL

Une université en crise

Entretien avec Cheikh Sadibou Sakho, socio-anthropologue, docteur en études du développement de l'IHEID de Genève, qui enseigne actuellement à l'université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis au Sénégal et est membre du Syndicat Autonome de l'Enseignement Supérieur (SAES).

Quel est l'état du paysage universitaire au Sénégal?

Le paysage universitaire sénégalais est aujourd'hui marqué par de profondes réformes. Ces réformes sont la conséquence de réorientations stratégiques importantes lesquelles traduisent une volonté politique de généralisation de l'accès à l'enseignement supérieur et de développement de spécialisations effectivement opérantes pour le développement socio-économique du pays. L'on assiste dans cette perspective à un élargissement et une diversification de la carte universitaire (créa-

tion de nouvelles universités à Dakar et dans certaines régions du Sénégal). De même l'offre de formation universitaire privée est très développée. Les universités privées sont aujourd'hui en nette progression dans le pays, d'autant plus qu'elles reçoivent depuis deux ans maintenant des étudiant-e-s orienté-e-s et pris-e-s en charge par le ministère de l'enseignement supérieur du fait de la surcharge des universités publiques.

Quels sont les principaux problèmes de l'université publique?

Les universités publiques sont confrontées à plusieurs problèmes: large dépassement des capacités d'accueil, budgets insuffisants qui conduisent à des problèmes financiers récurrents (salaires en retard, dettes, autres problèmes divers de trésorerie, etc.), infrastructures dépassées et insuffisamment équipées, personnel enseignant insuffisant, pour ne citer que

les plus aigus d'entre eux. C'est le cas par exemple de l'UGB qui, conséquence du projet de montée en puissance du ministère, voit son effectif d'étudiant-e-s doublé en une année alors même que son budget est resté stable depuis des années et ses infrastructures incapables d'accueillir les flux imposés. Ajouté à cela, le personnel enseignant de l'UGB a connu d'importants nouveaux recrutements, pris en charge par le même budget.

Comment et pourquoi votre syndicat se bat-il?

Le SAES se bat pour l'enseignement supérieur en général; il n'est pas uniquement le syndicat des enseignant-e-s du supérieur. Le moyen de lutte syndicale utilisé au Sénégal est la grève. Sur le plan politique, le SAES est non-partisan et est souvent rejoint dans ses activités par les étudiant-e-s.

Propos recueillis par Mathieu Gasparini

MIGRATIONS

Résister aux accords de Dublin

Le système de Dublin vacille dans toute l'Europe mais la Suisse persiste à vouloir le conserver, car il lui permet de se décharger de ses responsabilités à l'égard des réfugié-e-s – et ce n'est pas la récente annonce que la Confédération participera au programme européen de répartition des réfugié-e-s qui va changer quelque chose.

Accueillir 1500 personnes sur deux ans, comme l'a décidé le Conseil fédéral, c'est une goutte d'eau dans l'océan. Que dire aux milliers de personnes qui ne font pas partie de ce programme de «relocalisation»? Que dire à celles et ceux qui n'ont même pas la chance de se voir reconnus comme réfugié-e-s politiques, mais qui sont toutefois en Europe à la recherche d'une vie meilleure? Ces réfugié-e-s économiques et politiques, qui se trouvent abandonnés aux frontières de l'Europe, ou qui

errent sur son sol, sans toit, sans droit au travail, sans perspective d'avenir, viennent chercher un refuge contre la misère, la dictature ou la guerre. Mais la réponse qui leur est donnée est celle du mépris et de la peur, c'est le déni de leur humanité qui s'exprime dans les accords de Dublin, dans les détentions administratives et les renvois forcés.

Il s'agit là d'une politique de non-assistance à personne en danger dont les citoyen-ne-s européen-ne-s – y compris suisses – devront un jour répondre. Il faudra un jour expliquer pourquoi, face aux drames de la migration qui se jouent quotidiennement en Méditerranée et aux frontières orientales de l'Europe, les larmes sèchent aussi vite que les volontés d'ouverture; il faudra expliquer pourquoi il n'est pas possible de parier sur la capacité de la société européenne à accueillir et intégrer toutes ces

personnes qui croient plus en la force de l'Europe que les États européens eux-mêmes, pour qui l'arrivée d'étrangères-ers est un tel danger qu'ils sont prêts à s'enfermer derrière des murs.

En attendant, puisque la classe politique suisse n'a pas ce courage-là, c'est à la société de résister et d'exiger une politique d'accueil et d'ouverture, en désobéissant ouvertement aux lois puisqu'il le faut. C'est ce que fait notamment le collectif R à Lausanne depuis plus de 6 mois en occupant une Église pour réclamer la suspension immédiate des accords de Dublin. Il est temps que d'autres refuges voient le jour partout en Suisse et que la société civile dans son ensemble montre sa capacité d'accueil et de résistance face à une classe politique qui persévère dans une politique de l'autruche.

*Pauline Milani
Solidarité sans frontières*

IMPOSITION DES ENTREPRISES

Débat sur le plan vaudois

Au niveau vaudois, le Conseil d'État défend une «Feuille de route» pour l'application dans le Canton de la réforme fédérale. En substance, il propose une baisse à 13,8% (taux net) de l'imposition du bénéfice des entreprises (contre plus de 20% actuellement). En contrepartie, le gouvernement propose des mesures sociales: augmentation des allocations familiales financées par les cotisations des entreprises, plafonnement à 10% du budget d'un ménage des primes d'assurance-maladie par le biais des subsides, augmentation du soutien de l'État au dispositif d'accueil de jour des enfants, introduction d'une subvention cantonale pour promouvoir la protection de la santé des travailleuses-eurs du bâtiment.

La Coalition vaudoise contre les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises organisait le 12 septembre dernier au Cazard à Lausanne un débat contradictoire sur la troisième Réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) et son application dans le canton de Vaud.

UN CADRE FÉDÉRAL ET EUROPÉEN

En introduction, Ada Marra a rappelé le contexte de la réforme. Sous pression internationale et de l'Union européenne, la Suisse doit abolir les privilèges fiscaux octroyés aux entreprises étrangères (qui leur permettent, en gros, de ne se voir imposer en Suisse que sur 10 à 20% de leurs bénéfices tout en échappant à l'impôt à l'étranger). La Confédération veut interdire ces statuts fiscaux spéciaux, et incite les cantons à baisser le taux d'imposition général du bénéfice de toutes les entreprises (suisses et étrangères).

Si tout le monde à gauche se réjouit de la fin des statuts fiscaux spéciaux, la question de la baisse généralisée est débattue en ce moment au Parlement. Le PS Suisse propose que le taux d'imposition minimal des entreprises soit fixé à 16% (taux net) du bénéfice et l'imposition des gains en capital.

AUSTÉRITÉ LARVÉE?

Ces mesures, présentées et défendues par Pierre-Yves Maillard comme des avancées sociales significatives, n'ont pas convaincu ses opposants, en l'occurrence Jean-Michel Dolivo (Solidarités) et David Gyax (SSP), de l'opportunité de la Feuille de

route. Une première opposition est d'ordre tactique: est-il nécessaire, pour obtenir des avancées sociales, de concéder à la droite une coupe massive dans l'imposition des entreprises? Si Pierre-Yves Maillard affirme qu'il s'agit de la seule manière de réunir sur ces sujets une majorité du Parlement, où la droite demeure majoritaire, il ne justifie jamais le taux étonnamment bas (13,8%) concédé à la droite.

Plus généralement, le front se durcit lorsque l'on parle d'austérité. Les baisses fiscales préparent-elles de futurs budgets d'austérité? La question mérite d'être posée, tant le Conseil d'État n'a jamais clairement indiqué comment il entendait financer la réforme (le soutien financier de la Confédération ne finançant pas l'intégralité des coûts de la RIE III), si ce n'est en avançant que les budgets de l'État sont bénéficiaires ces dernières années. Avec le ralentissement économique de ces derniers mois, l'argument a perdu de son acuité, et la droite saisira sans doute l'occasion des premiers déficits pour demander des coupes dans les budgets sociaux.

LA FONCTION PUBLIQUE, VICTIME DE LA RÉFORME

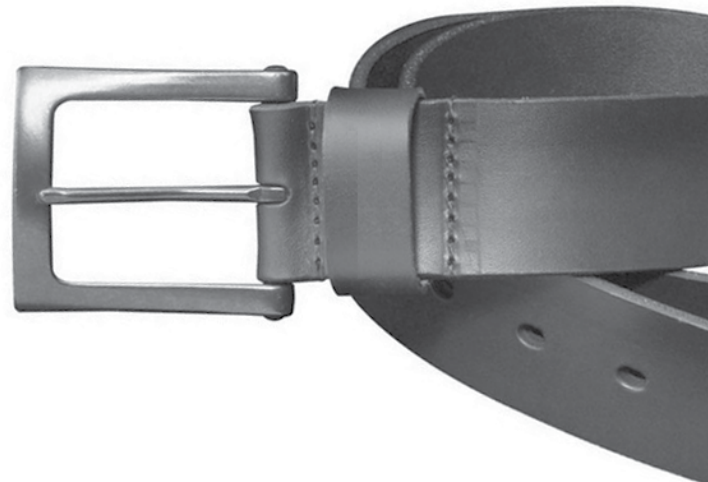
Sur la question de l'austérité, l'autre enjeu du débat est celui du rattrapage des années «maigres». Depuis 2005 et le retour de comptes bénéficiaire, les charges de l'État croissent plus vite que la démographie, ce qui signifie que les prestations de l'État augmentent. Mais, avant 2005, la politique était celle du

retour à l'équilibre budgétaire, si bien que la question se pose de savoir si la croissance des charges compense les coupes opérées précédemment et permet une revalorisation suffisante pour la fonction publique. À cet égard, David Gyax a dressé un panorama sombre des conditions de travail dans le secteur public et parapublic, en particulier dans les EMS.

QUEL TIMING?

Alors que le Parlement fédéral commence à examiner la RIE III, le Parlement vaudois a déjà quasiment bouclé l'adoption des dispositions d'application de la réforme. Ce *timing* est pour le moins paradoxal, et rendra illisible toute volonté de lancer un référendum contre la réforme fédérale alors que ses dispositions d'application sont déjà adoptées au niveau vaudois. Certes, le Conseil d'État se réserve de revenir devant le Grand Conseil si nécessaire, et l'argument stratégique mis en avant par Pierre-Yves Maillard est de dire que ce *timing* permet de garantir que le taux d'imposition pour les personnes physiques ne baissera pas jusqu'en 2019, le Parlement votant, dans le cadre de la «Feuille de route», les lois d'imposition jusqu'en 2019.

Arnaud Thiéry



IMPOSITION DES ENTREPRISES

Trente ans d'austérité

Le discours du Conseil d'État sur les dotations supplémentaires en personnel et les augmentations du budget de l'État de Vaud des dernières années ne doivent pas masquer le fait que, sur le long terme, c'est bien l'austérité ainsi qu'une certaine sélectivité dans les dépenses qui sont les tendances les plus marquantes des finances cantonales.

**1993-2007:
QUINZE ANNÉES D'AUSTÉRITÉ**

Depuis le milieu des années 1990 et pendant près de quinze ans, les plans d'austérité se sont succédé dans le canton de Vaud, avec pour conséquence un démantèlement du service public, une péjoration des conditions de travail de ses salarié-e-s et une baisse du niveau de service à la population.

Pour comprendre cette situation, il faut rappeler que, si le canton de Vaud a subi le contrecoup de la grave crise économique mondiale du début des années 1990, certaines décisions politiques ont contribué à vider les caisses de l'État et à justifier les plans d'austérité.

En effet, les baisses d'impôts octroyées entre 1987 et 1989 ont engendré une baisse de plus de 200 millions de recettes fiscales (impôts des per-

sonnes physiques et morales). Les excédents conjoncturels de l'époque ont permis à ces pertes de recettes de passer relativement inaperçues au départ. Néanmoins, dès que la situation économique s'est retournée, ces baisses fiscales ont contribué aux déficits importants. La crise économique des années 1990 et l'éclatement de la bulle immobilière frappent de plein fouet les finances publiques et les baisses d'impôts deviennent des trous dans le budget de l'État. Ainsi, dès 1993, et pour une quinzaine d'années, des mesures salariales contre la fonction publique (suppression de l'indexation pour les fonctionnaires, contributions de crises) et des économies massives vont s'enchaîner. Les seuls programmes «Orchidée» ont eu pour effet de réduire les dépenses de 18% et occasionné la suppression de plus de 2000 postes. Cela s'est traduit la plupart du temps par la combinaison d'une péjoration des conditions de travail et d'une baisse de la qualité des prestations.

Les déficits se sont poursuivis jusqu'en 2004 – et les budgets de l'État sont restés déficitaires jusqu'en 2007 – servant de justificatifs à la succession de programmes d'austérité année après année. Or, dès 2005, le cycle économique étant devenu plus favorable, les comptes de l'État affichent des centaines de millions de bénéfices, soit 46 millions en 2005; 267 en 2006; 370 en 2008, etc.

À cette occasion, plutôt que de lancer une vaste réflexion sur le rattrapage nécessaire au fonctionnement d'un service public de qualité (tant pour ses salarié-e-s que pour ses usagères-ers), les autorités cantonales et fédérales ont relancé un cycle de cadeaux fiscaux.

2008-2015 : UN SOMBRE AVENIR

Ainsi l'histoire semble se répéter: aujourd'hui, alors que la situation économique s'assombrit (impact de la votation du 9 février 2014, fin du taux plancher franc-euro, crise économique en Europe) et que le

retournement conjoncturel impacte déjà les recettes fiscales, les autorités cantonales proposent une nouvelle baisse massive des recettes fiscales. Le cycle recommence.

Récemment, des informations intéressantes ont été présentées par l'administration cantonale. Un rapport montre que les effectifs de la fonction publique connaissent une augmentation continue et significative depuis 2008. Mais, et c'est là le point le plus important, loin de constituer un effet de rattrapage, une sorte de bouffée d'air pour atténuer le durcissement des conditions de travail de quinze années d'austérité, ces postes nouveaux sont liés, d'une part, au développement de prestations nouvelles (et nécessaires soit dit en passant) et, d'autre part, à l'absorption de l'augmentation démographique.

C'est ainsi qu'entre 2008 et 2014, plus de 1600 postes ont été créés, soit une augmentation annuelle de 1,1 à 2,8%, un rythme proche de la croissance démographique et de l'augmentation du PIB. Cette croissance de la fonction publique cantonale a donc suivi assez précisément l'augmentation de la population.

La bonne conjoncture et les résultats budgétaires positifs n'ont donc pas été mis à profit pour réparer les dégâts de quinze années d'austérité. Le service public tel qu'il a été façonné en régime d'austérité – avec les problèmes que cela implique tant au niveau de la pression sur les salarié-e-s qu'au niveau des prestations à la population – est donc devenu la norme pour les autorités politiques.

Extraits (pp. 24-27) du chapitre «L'état du service public dans le canton de Vaud» de la brochure Pour des services publics de qualité. Justice sociale et imposition des entreprises, rédigée par la Coalition contre les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et disponible en entier sur: www.ssp-vaud.ch



JUSTICE

Les griffes de la répression

Mehmet Yesilçali, militant kurde au bénéfice du droit d'asile en Suisse, a été incarcéré en vue d'extradition sur requête des autorités allemandes. Nous faisons le point sur cette procédure avec l'un des avocat·e·s de Mehmet Yesilçali, Hüsni Yilmaz.

Que peux-tu nous dire des charges qui pèsent sur Mehmet Yesilçali?

Mehmet est accusé d'appartenance au comité de l'Europe de l'Ouest du Parti communiste de Turquie/Marxiste-léniniste (TKP/ML), fondé dans les années 1970. Comme il était actif en Suisse au sein de l'Association des travailleurs immigrés de Turquie (ATIK), les autorités allemandes considèrent cette association comme étant une organisation écran du TKP/ML. Pour être plus concret, Mehmet est accusé d'avoir participé à cinq réunions sur le sol allemand et d'avoir ensuite organisé des soirées politiques et des sémi-

naires en Suisse depuis 2012. Ces activités légales avaient selon l'Allemagne pour but le recrutement de nouveaux militants au TKP/ML.

Quel est le rôle de l'Allemagne dans cette procédure?

Depuis l'entrée en vigueur, en 2002, de l'article 129b du Code pénal allemand, plus de 4'500 Kurdes ont été jugés pour appartenance et soutien au PKK. La nouvelle vague de répression visant ATIK s'insère dans le projet plus vaste de destruction de la gauche, qui s'est, dans sa très grande majorité, engagée dans la révolution de Rojava, auprès des Kurdes, et qui a pris une part très active dans le projet de fondation du Parti démocratique des peuples (HDP). Aux élections du 7 juin, ce parti a remporté une victoire historique, avec 80 élus au parlement turc. Dans ce contexte, la diaspora de Turquie et du Kurdistan joue un rôle central dans la lutte. La Turquie a donc sous-traité la répression au gou-

vernement de Merkel qui joue parfaitement ce rôle jusqu'à maintenir, malgré une opposition importante de *Die Linke*, l'interdiction du PKK pendant qu'Erdogan négociait avec Abdullah Öcalan pour trouver une solution à la question kurde.

N'est-il pas choquant de voir la Suisse donner suite à cette requête des autorités turques et allemandes?

Hélas, l'Office fédéral de la justice suit aveuglément les demandes d'extradition allemandes à l'encontre des opposant·e·s kurdes et turcs dans notre pays. Des milliers de réfugié·e·s provenant de Turquie n'ont plus aucune protection. La Convention de Genève sur les réfugié·e·s est devenue désuète étant donné que les extraditions impossibles vers la Turquie deviennent possibles lorsque c'est l'Allemagne qui condamne sur la base de l'article 129b de son Code pénal.

Cette affaire est-elle révélatrice d'un raidissement du pouvoir en place en Turquie?

Absolument. Le régime de l'AKP veut en finir avec toute l'opposition démocratique et liquider politiquement le mouvement d'émancipation kurde. La révolution à Rojava est perçue comme un danger pour la sécurité nationale. Le fait que la gauche turque contribue à cette révolution et participe au projet politique de HDP a donné lieu à un vrai pôle d'opposition à l'intérieur du pays. Face à cette évolution, AKP pense qu'il ne suffit pas de réprimer l'opposition démocratique du pays, mais qu'il faut soutenir l'État islamique en Syrie et intimider et réprimer, avec le soutien de l'Allemagne, la diaspora en Europe qui joue en rôle central dans la lutte depuis le coup d'État de 1980. Cette politique *a la turca* met en danger, avec cette participation allemande, l'ensemble des forces émancipatrices du Moyen-Orient.

*Propos recueillis par
Arnaud Thiéry*

INJUSTICE

«Don't try to hide us!»

«Nous sommes là, n'essayez pas de nous cacher!» La banderole qui ornait jusqu'à récemment l'ancien collège de Petit-Vennes, occupé par un collectif de migrant·e·s sans-abri et de personnes solidaires, résumait assez bien l'espoir inverse de la Municipalité lausannoise: un retour à la calme et invisible dispersion de la misère. Chacun·e sous son pont et les électrique·eurs seront bien gardé·e·s.

L'évacuation du jardin du Sleep-In à fin août, puis celle de l'ancien collège à fin septembre ayant conduit le collectif à l'occupation d'un nouveau bâtiment à Renens, propriété du Canton de Vaud, les autorités réaliseront-elles enfin qu'il n'est pas possible de faire l'autruche indéfiniment? On s'attend mal-

heureusement plutôt à ce que la partie de renvoi de la patate chaude entre la Ville et le Canton continue de plus belle.

Et la grande perdante du match, c'est la politique. Car on a beau faire semblant qu'il s'agit d'une simple question administrative (et encourager les cas Dublin et les débouté·e·s de l'asile à se jeter dans la souricière du SPOP), renvoyer les personnes à des structures d'urgence chroniquement débordées, ou alors feindre de craindre un désastreux «appel d'air» (comme si avoir un toit était le luxe ultime), laisser des gens dormir à la rue est un choix politique. Si on peut organiser les jeux olympiques de la jeunesse ou construire un nouveau «pôle muséal», on peut loger cent personnes.

Gabriel Sidler

ANNIVERSAIRE

Zimmerwald: contre la guerre

À l'occasion du centenaire de la conférence de Zimmerwald, un colloque organisé par la Société Robert Grimm s'est tenu à l'hôtel Bern (*Volkshaus*) de Berne, les 4 et 5 septembre derniers.

Ce colloque de deux jours a commencé par une partie historique, le vendredi, avec des interventions en plénum et des ateliers l'après-midi. Le samedi, une partie plus politique a réuni des personnalités de la gauche européenne et suisse.

La partie historique servait ainsi de préambule pour nous rappeler la chronique, les préparatifs, la conférence et la rédaction du manifeste de Zimmerwald, du nom du petit village bernois qui avait vu se réunir, en pleine guerre, des délégué-e-s socialistes d'une douzaine de pays européens. En effet, du 5 au 8 septembre 1915, ce ne sont pas moins de 38 militant-e-s socialistes (déguisé-e-s en ornithologues) que réussit à réunir le Suisse Robert Grimm.

Le contexte particulier du moment Zimmerwald est important. On saisit notamment la singularité de la Grande Guerre, l'effroyable boucherie qui clôt l'ancien monde et inaugure «l'Âge des extrêmes», le «court vingtième siècle» selon l'historien Eric J. Hobsbawm. Jakob Tanner a montré en quoi la première guerre avait influencé la société suisse tout entière. On songe par exemple au rôle de la presse, notamment la propagande nationaliste, et des manipulations des différents camps, dans un pays où la démocratie était étouffée en vertu des pleins pouvoirs au Conseil fédéral. En outre, en Suisse comme ailleurs, des richesses colossales se sont construites à l'ombre du *business* de la guerre.

Quant aux ateliers, ils avaient pour objet des questionnements aussi divers que le parcours de la militante Angelica Balabanoff (Balabanova), animatrice aux côtés de Clara Zetkin des Conférences Internationales des Femmes Socialistes, icône de l'Internationale

communiste avant de rejoindre le groupe des socialistes maximalistes italiens; la solidarité internationale et la politique de paix de la gauche durant la Grande guerre; les effets des conférences de Zimmerwald et de Kiental (1916) sur le mouvement ouvrier autrichien; comment peut-on s'approcher d'une utopie d'une Europe sans guerre ou encore l'outil politique de la grève, hier et aujourd'hui. Vaste programme dont il faudrait pouvoir rendre compte plus longuement.

L'ACTUALITÉ DE ZIMMERWALD

La journée historique du colloque a été bien suivie, mais force est de constater un âge moyen élevé du public et une audience provenant essentiellement du monde germanophone. Les recherches concernant l'Italie et la France dans le contexte de la Grande Guerre et des années 1920 auraient par exemple pu trouver une place.

Une question demeure, qui figurait plutôt au programme de la journée de samedi. Le mouvement international serait-il aujourd'hui assez fort pour

organiser un nouveau Zimmerwald et produire un Manifeste rencontrant l'adhésion d'une majorité de gauche unie pour un programme de lutte contre un ordre mondial délétère?

Ne voir dans Zimmerwald que le prélude à la division de l'Internationale et aux scissions de la gauche, serait profondément injuste. Bernard Degen l'a rappelé, la conférence de Zimmerwald était aussi une tentative de dépasser le nationalisme et il fallait pour cela une bonne dose d'idéalisme et de détermination pour tenter de remettre sur pied les mouvements ouvriers effondrés par l'épreuve de la guerre. «Si l'on arrivait aujourd'hui à reconstruire l'histoire réelle de la conférence de Zimmerwald, cela aiderait peut-être ses habitants à considérer que leur village a accueilli de l'espérance et de l'humanité au cœur d'une immense tragédie», a écrit Charles Heimberg (dans *La Liberté*). Car cet héritage reste pour certain-e-s lourd à porter dans ce fief UDC de la campagne bernoise.

Valérie Boillat

COOPÉRATIVES

Que vive l'ABC!

Depuis son déménagement en 1998, le centre de culture ABC à La Chaux-de-Fonds est géré par une coopérative, propriétaire des locaux, qui permet à un café, un théâtre et un cinéma indépendant (le dernier de la ville) d'offrir une programmation originale et un lieu de rencontre et de restauration alternatif.

Entre les difficultés du cinéma indépendant, les charges inhérentes à la gestion d'un café-restaurant qui propose des repas à un prix très modique et les coupes effectuées dans le budget culturel de la ville de La Chaux-de-Fonds dans le cadre de ses mesures d'austérité, l'ABC, malgré le dynamisme

de ses différentes équipes, traverse une période financièrement un peu difficile.

Comme toujours dans ces situations, la coopérative est donc à la recherche de nouveaux membres, qui peuvent acheter autant de parts qu'ils ou elles le souhaitent. Celles-ci sont vendues à un prix unitaire de 500 frs. Pour que continue de vivre l'ABC, et que restent possibles de pareils lieux, on ne peut qu'encourager nos lectrices et nos lecteurs à devenir membre de la Société coopérative Rue du Coq, puisque c'est son nom!

Antoine Chollet

Plus d'informations sur:
www.abc-culture.ch/coq

IDÉES

Le scientifique est politique

Les institutions politiques suisses ont peut-être été jusqu'ici moins touchées que d'autres États par l'usage des expertises scientifiques dans les décisions politiques. Même la gouvernance s'appuyant sur des statistiques, peu développées dans ce pays, reste limitée. Mais on ne saurait néanmoins minimiser la confiance que certain·e·s placent dans les études qui se présentent comme scientifiques. En particulier, la gauche, minoritaire, se réjouit parfois de pouvoir mobiliser un discours apparemment neutre pour appuyer ses positions, qui ont plus de chances de passer si elles sont «vraies» que si elles sont «bonnes».

CRITIQUER

Premièrement, il me semble nécessaire de rappeler qu'aucun discours n'est produit dans le vide, et que les recherches scientifiques sont issues de conditions particulières, un contexte social, politique et matériel situé. S'il n'est pas impossible de produire des connaissances valides, une certaine prudence est de mise dans la réception des discours qui prétendent détenir la vérité, sans reconnaître leurs limites et leurs conditions de production. Il s'agit de ne pas se laisser impressionner par les qualifications des auteur·e·s pour évaluer des études à leur juste valeur, étant donné la très grande masse de mauvaises recherches qui sont produites, même par de «grands noms». Sur ce point, une approche critique de gauche serait bienvenue, contre une tendance historique trop positiviste qui hiérarchise les discours, et place la vérité scientifique au-

dessus de tout, voire la confond parfois avec son objectif politique.

DÉMOCRATISER

Il nous faut au contraire démocratiser les sciences, rendre discutables collectivement leurs moyens, leurs méthodes, leurs projets et leurs contenus. Or brandir une étude sans la discuter en comptant sur l'autorité de son expertise, c'est renforcer au contraire une division entre le discours politique et le discours scientifique. Même si la production de connaissances et la volonté de défendre un projet de société ne relèvent pas nécessairement de la même démarche, il est clair que les deux sont fondés sur des valeurs.

Car la façon dont on cherche à approcher et mettre en évidence la réalité dépend non seulement de celle dont on la conçoit, mais surtout de ce qui nous importe, ce qui nous intéresse. Comme l'écrit le philosophe Gaston Bachelard, «toute connaissance est une réponse à une question». Les «données» ne sont donc jamais neutres, puisqu'elles sont le fruit d'une interrogation particulière, dont on doit tenir compte dans leur évaluation et qui peut donc être questionnée.

La mobilisation de discours experts comme aide à la décision n'est ni moins, ni plus légitime que celle de théories politiques. Prendre des décisions pour la collectivité n'est bien sûr pas une chose facile et il peut être tentant de vouloir se reposer sur des avis considérés comme précieux et valables. Mais ce sont là les limites de la démocratie

représentative d'obliger même celles et ceux qui se battent pour l'égalité à décider pour d'autres personnes concernées par la décision. L'usage des expertises pose ainsi deux problèmes incontournables: il renforce l'idée d'une élite éclairée qui doit guider le peuple, maintenant alors l'égalité défendue à distance de sa réalisation; et il accrédite la déresponsabilisation des personnes qui prennent les décisions en se cachant derrière des chiffres et des expert·e·s. Or il s'agit en tous les cas d'un processus décisionnel politique, puisqu'on choisit de suivre ou non les avis scientifiques, et il ne saurait être question de masquer les dimensions politiques, les valeurs qui sous-tendent les mesures prises par les institutions politiques.

FAIRE SCIENCE

En outre, le même processus condamne les recherches critiques, qui refusent de se faire vérités universelles et indiscutables. En donnant un poids décisif à l'expertise, l'idée d'une vérité scientifique absolue est en effet soutenue institutionnellement, ce qui menace la pluralité des approches scientifiques. La gauche n'a cependant aucun intérêt à ce que les sciences se résument à des disciplines «totalitaires» niant le caractère situé des connaissances. Elle a au contraire bien plus à gagner en défendant les recherches prenant en compte les rapports de pouvoir, et en dénonçant les conditions de production des discours qui veulent se faire expertise.

Stéphanie Pache

LE POING



Certains leaders ont la mauvaise habitude, une fois au pouvoir, de vouloir conserver celui-ci sans limite. **Rafael Correa** et **Evo Morales**, présidents de l'Équateur et de la Bolivie, nous en ont donné deux exemples supplémentaires cette année. L'un et l'autre ont fait sauter les limites constitutionnelles du nombre maximal de mandats présidentiels, sans doute convaincus d'être les seuls capables de faire le bien de leur peuple. Concédonz tout de même au second qu'il a accepté qu'un référendum soit organisé sur la question, au contraire du premier.

LA ROSE



La rose de ce mois est attribuée à **Julien Eggenberger**, président de la section vaudoise du Syndicat des Services Publics, seul député socialiste à combattre publiquement la «feuille de route» du Conseil d'État vaudois défendant la baisse de l'imposition des entreprises. Il est étonnamment le seul élu socialiste à défendre scrupuleusement la décision prise par le Parti socialiste vaudois en septembre 2014 demandant des garanties et des compensations plus importantes que la proposition actuelle du Conseil d'État.

LIVRES

Une autre Allemagne était possible

On oublie trop vite les révolutions défaites, et rappeler cette mémoire des vaincu-e-s doit nous permettre d'en tirer quelques leçons pour l'avenir: c'est de ce point de vue plus militant que strictement historien que Chris Harman a rédigé *La révolution allemande, 1918-1923*, ouvrage de synthèse sur un sujet relativement méconnu que les éditions La Fabrique viennent de traduire de l'anglais.

Si l'évocation de cette intense période de bouillonnement politique est passionnante et que le livre donne un aperçu riche et vivant des événements et des questionnements qui agitaient le mouvement ouvrier allemand au sortir de la Grande Guerre, on ne peut cependant passer sous silence le parti pris idéologique de l'auteur. Pudi-quement décrit en quatrième de couverture comme un «militant révolutionnaire», il se révèle au fil de la lecture partisan d'un marxisme-léninisme dog-

matique, qui l'amène parfois à la limite de la falsification (notamment quant à l'épisode de la «république des conseils de Bavière»).

Martelant à longueur de chapitre son antienne – si la révolution allemande a été vaincue, c'est faute d'avoir eu un «puissant parti discipliné», une avant-garde de révolutionnaires professionnels, de «dirigeants à la tête froide» –, il centre logiquement son propos sur le Parti communiste allemand (KPD), et en est parfois réduit à de singulières contorsions argumentatives. Ainsi «l'action de mars» 1921, échec retentissant d'une insurrection hors-sol organisée par le KPD sur demande de Moscou, le contraint à rejeter l'échec de ce «parti de masse» puissant qu'il appelait de ses vœux sur les vices individuels – «vanité personnelle, petites jalousies, phobies irrationnelles, peurs obsessionnelles» – de quelques

dirigeants... ce qui en soi, outre le fait que le projet d'une histoire ancrée dans une compréhension profonde du contexte économique et social en prend pour son grade, constitue plutôt un excellent argument contre l'idée d'une petite élite militante à la tête d'un parti hiérarchique et discipliné!

On nous permettra de préférer Rosa Luxemburg, qui notait à l'époque que «les erreurs commises par un mouvement ouvrier véritablement révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infaillibilité du meilleur "comité central"».

Gabriel Sidler

Une version longue de cette recension peut être lue sur notre site Internet.

À lire: Chris Harman, *La révolution allemande, 1918-1923*, Paris, La Fabrique, 2015.



LIVRES

Hommage aux Arménien-ne-s

À lire: Pinar Selek, *Parce qu'ils sont arméniens*, Paris, Liana Levi, 2015.



Sociologue et militante féministe turque, Pinar Selek a dû s'exiler depuis 2009 pour fuir les accusations de «terrorisme» portées à son égard par le pouvoir turc. En cette année du centenaire du génocide des Arménien-ne-s, elle a entrepris de raconter ce que cet événement, et les blessures qu'il a laissées au cœur de la nation turque, peut signifier aujourd'hui pour des militant-e-s de gauche souvent enclin-e-s à rejeter les identifications nationales.

Dans des lignes terribles, l'auteure écrit qu'«être arménien en Turquie, c'était déambuler sans révolte sur des avenues baptisées des noms des gouvernants responsables du

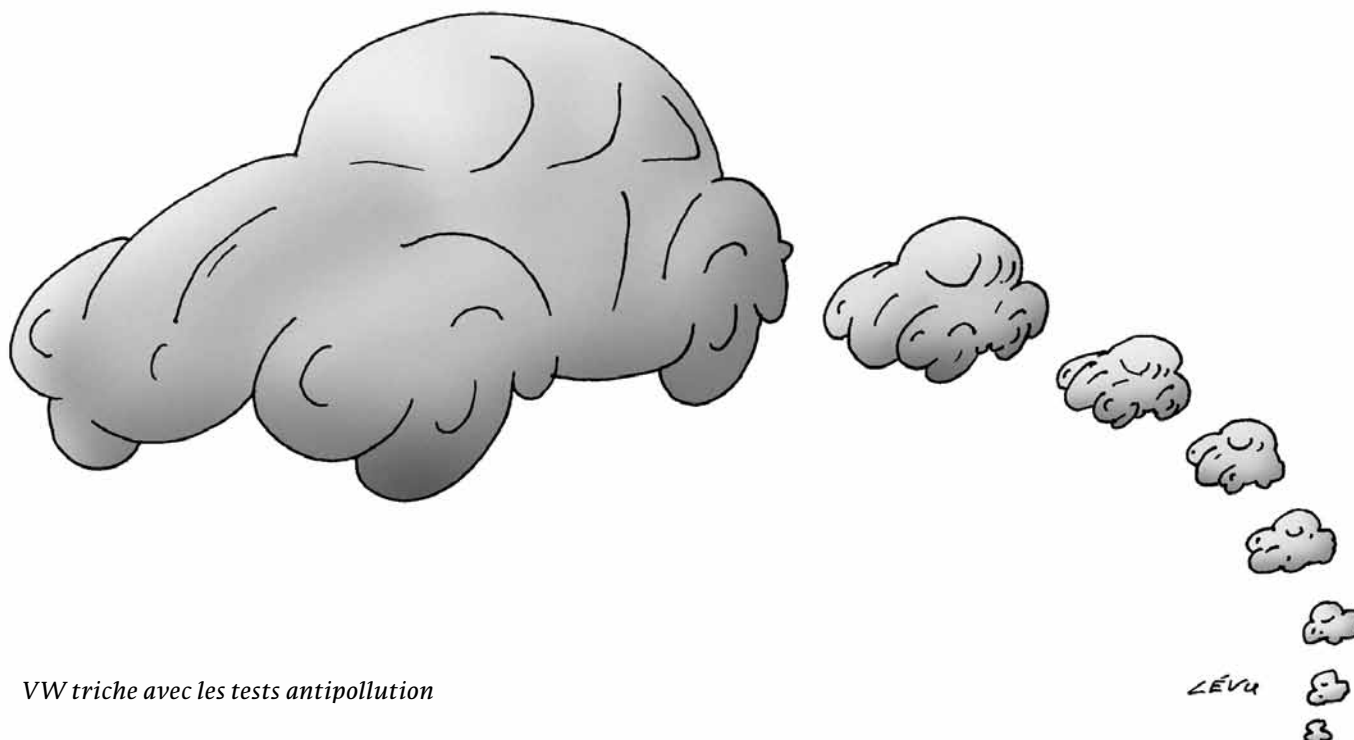
génocide. C'était prononcer le nom de l'assassin de son grand-père ou de sa grand-mère en s'échangeant une adresse. C'était hésiter à parler à voix haute dans les rues. Faire la sourde oreille aux insultes. Se dissimuler pour exister». Longtemps elle fut aveugle à cette douleur, comme la plupart de ses compatriotes.

Avec franchise et sensibilité, Pinar Selek montre comment elle a appris à apprécier la spécificité des Arménien-ne-s dans la société turque, ce qu'ils et elles représentent *politiquement*, et comment elle a dû le faire contre ses propres réflexes de militante. La gauche turque, s'enfermant dans «un internationalisme de pacotille», refusait en effet de penser la place des Arménien-ne-s, rejetant toutes leurs revendications comme des manifestations d'un «nationalisme» forcément conservateur. Or cette cécité,

bien loin d'éloigner la gauche de ce nationalisme qu'elle prétend abhorrer, l'y ramenait inconsciemment. C'est au contact d'un collectif féministe arménien actif à Istanbul que Pinar Selek comprend par exemple «comment le génocide, la déportation des Grecs et l'assimilation des Kurdes avaient homogénéisé, turquifié le mouvement féministe». Sans cette réalité arménienne, dit-elle en substance, la gauche turque s'égare.

Le beau petit livre de Pinar Selek en mémoire et en hommage aux Arménien-ne-s, qui ont malgré tout contribué à faire de la gauche turque ce qu'elle est maintenant, rappelle une fois encore que ce n'est pas par la négation des singularités, mais par leur approfondissement, que l'on peut atteindre un véritable universel.

Antoine Chollet



VW triche avec les tests antipollution

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne**SALLE DES PAS PERDUS**

Fédérales 2015: combien d'UDC supporte la Suisse?

Comme toujours l'UDC et ses candidat-e-s ont donné libre court à leur imagination durant cette campagne pour les élections fédérales 2015. Afin de voter correctement, comme ce parti nous le propose, voici quelques citations extraites de leur «édition spéciale».

MINORITAIRE

Adrian Amstutz, président du groupe parlementaire UDC: «Pour faire bouger les choses sur un large front, il est indispensable de basculer les majorités au parlement vers le centre droite.»

COLON OU COLONISÉ?

Roger Köppel, candidat UDC au Conseil national: «La Suisse est un pays sans richesse minière et sans colonie.»

DE PÈRE EN FILS

Magdalena Martullo-Blocher, candidate UDC au Conseil national: «Mon intention n'est pas de prendre la succession de mon père.»

TINTIN AU TOGO

Jean-Pierre Grin, conseiller national UDC: «Il est urgent d'imposer un moratoire d'au moins un an en politique d'asile. Concrètement: plus de reconnaissances de réfugiés et plus d'admissions provisoires pendant un an.»

CHAMPÊTRE

Alice Glauser, candidate UDC au Conseil national: «Les abbayes, fêtes de jeunesses, fêtes religieuses traditionnelles qui jalonent nos saisons, ainsi

que les fêtes liées à la musique au chant ou au sport marquent nos vies.»

PROBLÈMES GÉNÉTIQUES?

Catherine Buchet, candidate UDC au Conseil national: «Ce sont mes enfants qui m'ont poussée à entrer en politique: niveau scolaire insuffisant, difficultés à trouver des places d'apprentissage et un logement et facilités d'accès aux drogues douces et à l'alcool.»

LA FEMME EST UN LOUP POUR L'HOMME

Pierre Contat, candidat UDC au Conseil national: «L'égalité salariale n'est pas un problème. Les inégalités font partie de la nature.» MG